



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF:JR/TR/FM

N° 012986

Permis de stationnement soumis au paiement d'une redevance délivrée à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP afin d'installer un échafaudage et un périmètre de chantier en raison de travaux de réfection de façade à la hauteur du n° 158 de la rue René Cassin à APT (84 400) et réglementant le stationnement et la circulation.

Affiché le :

14 NOV. 2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1311-1, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1, L.2121-1, L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3, L.3111-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10,
Vu le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2,
Vu le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5,
Vu le code de la justice administrative et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,
Vu le décret n°2022-1097 du 30 juillet 2022 relatif aux mesures de veille et de sécurité sanitaires maintenues en matière de lutte contre la Covid-19,
Vu l'arrêté municipal n°11315 du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur André LECOURT,
Vu la délibération en vigueur relative à la création de tarifs pour l'occupation du domaine public,
Vu le règlement en vigueur d'occupation du domaine public,
Vu l'arrêté municipal en vigueur réglementant le stationnement et la circulation sur la commune,
Vu la demande formulée par Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP dont le siège social est situé 70 rue Fernand sauve à GARGAS (84 400), téléphone : 06.30.84.67.77. / mail : pedrocchi84@gmail.com.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code.

CONSIDÉRANT la nécessité d'installer un échafaudage et un périmètre de sécurité rue René Cassin à la hauteur du n°158 à APT (84 400) en raison de travaux de réfection de façade.

CONSIDÉRANT que cette réservation donne lieu à une occupation privative du domaine public d'une part, et d'autre part, nécessite la délivrance d'un permis de stationnement.

CONSIDÉRANT que pour permettre le bon déroulement des travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation.

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de veiller d'une part, au respect de l'usage du domaine public communal, et d'autre part, d'assurer la sûreté et la sécurité publiques.

CONSIDÉRANT que pour ces motifs, il convient de prendre des mesures de protection pour prévenir les accidents en réglementant le stationnement et la circulation d'une part, et d'autre part, de délivrer un permis de stationnement.

SUR proposition du Directeur Général des services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1 : Une autorisation est délivrée à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP afin d'installer un échafaudage et un périmètre de sécurité rue René Cassin à la hauteur du n°158 à APT (84 400) en raison de travaux de réfection de façade.

Article 2 : Le pétitionnaire de la présente autorisation devra présenter les documents suivants :

- Le certificat d'habilitation de la personne chargée du montage de l'échafaudage,
- Le procès-verbal de réception avec la fiche de vérification du montage de l'échafaudage.
- La notice du fabricant ou du plan de montage.
- Une note de calcul devra être fournie si le montage de l'échafaudage est différent de la notice du fabricant.

Le pétitionnaire devra s'assurer que l'échafaudage fixe est construit et installé de manière à supporter les efforts auxquels il est soumis et à résister aux contraintes résultant des conditions atmosphériques.

Le montage, démontage ou modification sensible et l'utilisation de l'échafaudage devront être effectués conformément à la réglementation en vigueur et notamment à la recommandation R408 de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) du 10 juin 2004 relative au Montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.

Article 3 : L'autorisation est accordée pour la période **du 24 novembre 2022 à 08 heures au 09 décembre 2022 à 18heures.**

Article 4 : Les dispositions suivantes seront applicables pendant la durée de l'autorisation :

- a) Un emplacement sera réservé à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP afin d'installer un échafaudage de **19.50 mètres** de longueur sur **1 mètre** de largeur soit une superficie de **19.50m²** rue René Cassin à la hauteur de l'immeuble sis au n°158 à APT (84 400), **du 24 novembre 2022 à 08 heures au 09 décembre 2022 à 18 heures** en raison de travaux de réfection de façade.
- b) Un emplacement sera réservé à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP afin d'installer un périmètre d'occupation du chantier (périmètre de sécurité) de **4 mètres** de longueur sur **4 mètres** de largeur soit une superficie de **16m²** rue René Cassin à la hauteur de l'immeuble sis au n°158 à APT (84 400), **les 24 novembre 2022 et 09 décembre 2022 de 08 heures à 18 heures** en raison de travaux de réfection de façade
- c) Une dérogation à l'interdiction de stationner rue René Cassin est accordée à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP **du 24 novembre 2022 à 08 heures au 09 décembre 2022 à 18 heures**
- d) La voie de circulation sera réglémentée. **La voie de circulation sera rétrécie du 25 novembre 2022 à 08 heures au 08 décembre 2022 à 18 heures**, des panneaux « chaussée rétrécie » seront mis en place à chaque extrémité du chantier. La voie de circulation sera interdite les 24 novembre 2022 et 09 décembre 2022 de 08 heures à 18 heures, des panneaux « route barrée » seront mise en place de la rue René Cassin jusqu'à l'intersection de la rue René Cassin jusqu'au boulevard National, la voie de circulation sera rendu libre à 18 heures.
- e) Un passage de 1,50 mètre est laissé libre pour la circulation des piétons.
- f) Les emplacements sont matérialisés par des panneaux de signalisation temporaire et protégés par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et de type K8) et peuvent être délimités par des barrières.
- g) **L'affichage réglementaire, la mise en place de barrière et/ou de panneau pour la réservation d'emplacement devront être effectués par l'entreprise chargée des travaux au moins 48 heures avant la date de début des travaux.**
- h) Toutes dispositions sont prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de mobiliers ou de tout autre objet sur la voie publique. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises en permanence par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel.
- i) En fin de journée, la voie publique doit être parfaitement nettoyée.

Article 5 : L'occupation du domaine public est soumise au paiement d'une redevance fixée par décision du Maire et applicable pour la période de l'autorisation de la façon suivante :

- Echafaudage 1.80 € / m² / jour à compter du 3^{ème} jour.
- Palissades et périmètre d'occupation de chantier 1.80 € / m² / jour à compter du 1^{er} jour.
- Bennes, camions bennes, véhicules d'entreprises 17.00 € / jour à compter du 1^{er}

04.66.36.27.86 - Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage.

Article 19 : Ampliation du présent arrêté sera remise au régisseur municipal.

Article 20 : Le Directeur Général des Services de la collectivité d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, le Chef du service de la voirie, le Chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative à Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 14 novembre 2022.

Par délégation de Madame le Maire,
Monsieur André LECOURT,
Conseiller municipal chargé de l'occupation du domaine public.



jour.

Article 6 : Cette autorisation est délivrée pour un échafaudage de 19.50m² pour 14 jours soit 491.40€ (19.50m² x 1.80€ x 14 jours) et un périmètre d'occupation du chantier (périmètre de sécurité) de 16m² durant 2 jours (16m² x 1.80€ x 2 jours). **Le coût de l'occupation du domaine public pour cette autorisation est de 549 €.**

Article 7 : Le bénéficiaire de cette autorisation s'engage à s'acquitter des sommes demandées pour la ou les période(s) souscrite(s) au régisseur municipal – Mairie d'Apt – place Gabriel Péri – 84400 Apt. En cas de non-paiement, un titre de recettes est établi par le comptable public.

Article 8 : Toute modification de l'occupation privative du domaine public est soumise au préalable, à une autorisation. La nouvelle demande, dûment renseignée, doit être adressée à Madame le Maire en la forme impersonnelle, au moins 21 jours calendaires avant le commencement de l'occupation.

Article 9 : Le permis de stationnement est délivré à titre précaire et révocable. Il est personnel et incessible.

Article 10 : La signalisation réglementaire mise en place, le balisage et la protection du chantier sont conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. La personne responsable du chantier qui peut être appelée pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait du travaux est Monsieur Cyril PEDROCCHI responsable de l'entreprise LTTP, téléphone : 06.30.84.67.77. / mail : pedrocchi84@gmail.com.

Article 11 : Tout accident corporel ou matériel ainsi que tous les dégâts, occasionnés sur la voie publique ou sur ses dépendances resteront sous la responsabilité du pétitionnaire si celle-ci venait à être recherchée.

Article 12 : La présente autorisation pourra être retirée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation ou si le permissionnaire ne respecte pas les prescriptions citées ci-dessus.

Article 13 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 14 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée de l'autorisation.

Article 15 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route

Article 16 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 17 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois et sur le lieu du chantier pendant toute sa durée.

Article 18 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- gracieux auprès du Maire ;
- hiérarchique auprès du représentant de l'Etat du département de Vaucluse ;
- contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09 - Téléphone : 04.66.27.37.00 - Télécopie :